



Ylva Johansson
Commissaire aux affaires intérieures
Margaritis Schinas
Vice-président chargé de la promotion de notre mode de vie européen
Commission européenne
Rue de la Loi / Wetstraat 200
1049 Bruxelles - Belgique

Bruxelles, 30 Avril 2024,

Madame la Commissaire Johansson,

Monsieur le Vice-Président Schinas,

Nous vous écrivons aujourd'hui pour vous faire part de nos vives préoccupations concernant la dernière décision du gouvernement de la République de Chypre de suspendre toutes les procédures d'asile pour les Syriens, suite à d'importantes arrivées en provenance du Liban, dont de nombreux enfants, jeunes et non accompagnés.

Nous considérons cette décision comme une violation du droit d'asile en vertu du droit européen et international, ce qui devrait entraîner une réponse immédiate de l'UE. La Commission européenne, en tant que gardienne des traités, doit agir sans délai pour que Chypre annule immédiatement cette décision, et qu'elle enregistre et examine toutes les demandes d'asile. Compte tenu du fait que Chypre est un petit pays, une île, dont près de la moitié du territoire est sous occupation turque, la Commission doit mettre en place des mesures de solidarité urgentes à l'égard de Chypre, qui devraient inclure la relocalisation des demandeurs dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Nous avons également été alarmés par des rapports émanant de médias et de la société civile de l'existence de bateaux de personnes cherchant à se mettre en sécurité à Chypre, bloqués en mer pendant plusieurs jours sans eau ni nourriture, dont certaines auraient été renvoyées au Liban, ce qui constituerait une violation du droit maritime international, ainsi que des obligations de Chypre en vertu du droit international et du droit de l'Union européenne.

De plus, nous souhaitons vous faire part de nos inquiétudes concernant les négociations en cours en vue d'un "accord UE-Liban", qui reproduirait les accords conclus avec la Tunisie et l'Égypte, en contournant une fois de plus le processus démocratique du Parlement européen. Cet accord exposerait les Syriens et les autres demandeurs de protection internationale à un risque élevé de misère et de refoulement. Comme vous devez le savoir, la situation des Syriens au Liban est particulièrement risquée, car il a été demandé au HCR depuis 2015 d'arrêter l'enregistrement de facto des Syriens, ce qui a privé beaucoup d'entre eux de leurs droits fondamentaux et les a exposés au risque d'être refoulés vers la Syrie.

Des rapports font également état d'une augmentation récente des attaques racistes et des violences à l'encontre des réfugiés syriens, ainsi que des déportations vers la Syrie. Dans le cadre d'un éventuel accord de l'UE avec le Liban, nous aimerions également faire part de nos préoccupations concernant les tentatives de déclarer (certaines parties de) la Syrie "sûres", ce qui constituerait une violation du principe de non-refoulement.

Nous vous demandons de veiller d'urgence à ce que la République de Chypre, en tant qu'État membre enregistrant un nombre important d'arrivées, ne soit pas laissée seule en assurant la relocalisation urgente des demandeurs de protection internationale tout en agissant contre toute violation de la législation européenne actuelle en matière d'asile.

Nous vous demandons donc de remédier d'urgence à cette situation et attendons votre réponse rapide.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette question urgente,

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées,

Cornelia Ernst, Membre du Parlement européen, The Left

Damien Careme, Membre du Parlement européen, Greens/EFA

Dietmar Köster, Membre du Parlement européen, S&D

Janina Ochojska, Membre du Parlement européen, EPP

Róża Thun und Hohenstein, Membre du Parlement européen, Renew

Milan Brglez, Membre du Parlement européen, S&D

Pierre Larrousurou, Membre du Parlement européen, S&D

Katrin Langensiepen, Membre du Parlement européen, Greens/EFA

Malin Björk, Membre du Parlement européen, The Left

José Gusmão, Membre du Parlement européen, The Left

Jan-Christoph Oetjen, Membre du Parlement européen, Renew